

*Transports aériens*

Au sujet du retour de Nordair au secteur privé, je me demande et avec raison sur quelle base il se fera. Revendrait-on Nordair pour des «peanuts» en faisant perdre des millions aux contribuables? Quoi qu'il en soit, je souhaite ardemment que le Québec, la province la plus concernée dans cette affaire, ne sera pas oubliée quand cette heure viendra, et qu'on puisse s'attendre à un système de transport aérien intégré et bien géré pour tout le Québec et le reste de notre pays.

● (1642)

[Traduction]

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** La parole est au député d'Hamilton-Wentworth (M. Scott). Je ferai remarquer que c'est le premier discours à la Chambre de l'honorable représentant.

**Des voix:** Bravo!

**M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth):** Merci, monsieur l'Orateur. Puis-je par votre truchement, exprimer mes remerciements sincères aux députés de tous les côtés de la Chambre pour la chaleur de leurs vœux et leur accueil, à mon retour sur la colline parlementaire. C'est un honneur d'être rendu ici en ma nouvelle capacité, et de pouvoir m'exprimer au nom des habitants de Hamilton-Wentworth.

**Des voix:** Bravo!

**M. Scott (Hamilton-Wentworth):** Partout où je vais, depuis quelque temps, on me demande ce que l'on ressent lorsqu'on siège à la Chambre après avoir assisté à la scène depuis si longtemps de la tribune. Je dirais que c'est passer de Charybde en Scylla, à une grande différence près et cette différence vous concerne, monsieur l'Orateur, car il existe un changement de perspective certain, selon qu'on regarde la présidence d'en bas et d'en face plutôt que du dessus et de l'arrière. Depuis l'arrière-ban où je siège à la Chambre des communes, on acquiert rapidement le sens de la prééminence de vos fonctions. Je puis vous assurer que j'essaierai de faire preuve à la Chambre de cet esprit de retenue allié de bonne humeur qui, vous le savez, a toujours été la caractéristique des députés et des membres de la tribune parlementaire.

Le sujet du débat d'aujourd'hui ne me permet pas de donner à la Chambre une longue description touristique-élogieuse des beautés de la circonscription de Hamilton-Wentworth, comme le veut l'usage, si j'ai bien compris, lors des discours d'inauguration des nouveaux députés. En outre, étant donné la nature tentaculaire et variée de ma circonscription, cela me prendrait le reste de l'après-midi. Je tiens néanmoins à rendre hommage à mon jeune prédécesseur plein de dévouement, Sean O'Sullivan. Il a fort bien représenté la circonscription de Hamilton-Wentworth, mais il est maintenant appelé à des fonctions plus hautes qui à moi, presbytérien me sont tout à fait fermées.

Mais je me rapprocherai du sujet, de celui de mes électeurs et de ce débat, en parlant de l'aéroport de Mount Hope qui se trouve dans la nouvelle circonscription électorale de Hamilton-Wentworth. Mount Hope ou l'aéroport civique de Hamilton doit être l'aéroport qui a été le plus étudié au Canada, et pourtant il se pose encore toutes sortes de questions et des milliers de mes électeurs s'inquiètent des plans du gouvernement à son sujet.

[M. Allard.]

Ce qui va certainement raviver les inquiétudes sur le rôle futur de Mount Hope et soulever d'autres questions, c'est que le gouvernement fédéral n'a pas résolu la question de l'acquisition de Nordair. Le public de la région de Hamilton dépend très étroitement du service excellent de Nordair, à l'aéroport de Mount Hope. Étant donné que Air Canada a fait savoir cet été qu'il souhaitait racheter cette compagnie privée dynamique et florissante, le public appréhende qu'une fois que Nordair entrera en concurrence avec Air Canada sur les lignes du sud de l'Ontario, le service vers Hamilton ne soit compromis. Il semble inévitable qu'on réduise alors le nombre de vols et que l'efficacité du service en souffre.

Le ministre des Transports (M. Lang) a annoncé hier que le gouvernement prend effectivement le contrôle de Nordair, qu'il espère trouver un acheteur privé d'ici un an, mais que Nordair pourrait prendre une forme nouvelle une fois que le gouvernement serait parvenu à certains accords avec les autres compagnies aériennes régionales. Pareille déclaration pourra difficilement rasséréner les gens qui se trouvent un peu désemparés par les interventions récentes du gouvernement dans l'industrie aéronautique canadienne.

Je tiens à préciser que j'ai toujours considéré le rachat de Nordair par le gouvernement comme une mesure susceptible de nuire aux intérêts de la région que j'ai l'honneur de représenter à la Chambre, monsieur l'Orateur. La population de Hamilton-Wentworth est d'ailleurs contre toute nouvelle intrusion du gouvernement fédéral ou d'un autre palier de gouvernement dans le secteur privé.

Ce qui rend difficile à comprendre le rachat de Nordair est le fait que le gouvernement a clairement établi vers la fin des années 60 dans l'énoncé de sa politique qu'il avait l'intention de laisser les transporteurs aériens régionaux du Canada aux mains de l'entreprise privée. Le gouvernement vient maintenant d'entrer en contradiction avec ses prises de position antérieures en autorisant Air Canada à racheter Nordair. Cette décision va également à l'encontre de sa propre loi fédérale d'enquête sur les coalitions; elle est désapprouvée par l'Association des Consommateurs du Canada, par les gouvernements de l'Ontario et du Québec et même par un commissaire de la Commission canadienne des Transports qui a carrément dénoncé cette prise de contrôle comme étant contraire à l'intérêt public.

Tout cela vient pourtant de se produire après que le premier ministre (M. Trudeau) se fut présenté devant le pays sur les écrans de télévision en promettant de restreindre les intrusions gouvernementales dans le secteur privé. Maintenant qu'il fait l'objet de vives critiques de tous les côtés, le gouvernement reconnaît qu'il a pris une décision erronée à l'origine. Je peux admettre qu'un gouvernement s'embarque dans ce genre d'aventure s'il existe un fort courant d'opinion publique en faveur d'une telle initiative ou si la compagnie concernée souffre d'un problème de sécurité nationale ou si encore le gouvernement constitue un acheteur de dernier ressort. Aucun de ces facteurs n'a à ma connaissance déterminé l'achat de Nordair par Air Canada.

Je désapprouve également la prise de contrôle de Pacific Western Airlines par le gouvernement de l'Alberta et plus particulièrement la prise de contrôle de Transair par PWA. Dans le cas de l'intervention du gouvernement de l'Alberta,